

Ex-Zaïre/Chine. Dans les années soixante, Pékin a soutenu la rébellion de Pierre Mulele et Laurent-Désiré Kabila avant de se rallier, en 1973, à Mobutu. Et maintenant ?

A la recherche du temps perdu.

ROGER FALIGOT

« **L**es Chinois ont envoyé des troupes d'élite pour sauver leur ami Mobutu ! » La rumeur se répand à l'état-major de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), dont les troupes progressent, sans coup férir, dans l'est du pays. Le 22 avril, Mawapanga Mwana Nanga, ministre des Finances de Laurent-Désiré Kabila, alors cantonné à Lubumbashi, dénonce publiquement le rôle de Pékin. Selon cet ancien professeur d'université américaine, quatre cents hommes de l'Armée populaire de libération (APL) viennent de débarquer à Kinshasa. La riposte de Huang Shejiao, l'ambassadeur de Chine populaire, ne se fait pas attendre : « Ces rumeurs sans aucun fondement sont propagées par les rebelles. Elles n'ont qu'un but : nuire aux relations entre les peuples chinois et zaïrois. »

« Rebelle » : le mot est passablement maladroît venant d'un africaniste reconnu comme Huang, qui fut, dans le passé, directeur adjoint du département Afrique au ministère chinois des Affaires étrangères et ambassadeur au Rwanda. En fait, ce lapsus trahit un certain manque de coordination entre les services chinois. Le Qing Baobu (renseignement militaire) avait, en effet, averti Pékin, depuis plusieurs semaines, des progrès de l'Alliance et de la déliquescence des Forces armées zaïroises (FAZ).

Mais depuis plus de vingt ans, Pékin accorde un indéfectible soutien au président zaïrois : les vieilles habitudes ont la vie dure. Dommage... Un mois plus tard, la victoire de Kabila est consommée. Le 16 mai, les petits hommes verts de l'Alliance entrent dans Kinshasa.



Mobutu reçu par Chou-En-lai en janvier 1973 : c'est la grande réconciliation.

Quatre jours plus tard, la diplomatie chinoise reconnaît le nouveau pouvoir. Chen Guofeng, porte-parole du gouvernement, confirme : « Nous entendons développer une coopération et des relations amicales avec le nouveau gouvernement zaïrois, selon le principe de la coexistence. Nous respectons le choix du peuple zaïrois et souhaitons de tout cœur que la stabilité revienne dans le

chef de l'Alliance, lui aussi, a bien changé. Il affirme aujourd'hui ne plus avoir aucune sympathie pour la révolution chinoise, et que ses liaisons de jeunesse ne lui sont plus d'aucune utilité. La réalité n'est peut-être pas aussi simple.

Revenons trente-cinq ans en arrière. A partir de 1961, date de la mort de Patrice Lumumba, et jusqu'en 1966, la Chine soutient les maquis de Gaston Sémialot et de Pierre Mulele, comme elle le fait pour des dizaines de mouvements révolutionnaires africains. La raison en est simple : elle veut damer le pion aux « camarades » soviétiques.

En 1962, Mulele et Kabila se rendent, chacun de son côté, en Chine, à l'instar de bien d'autres cadres africains, l'Angolais Jonas Savimbi en tête. A Nankin, ils sont initiés aux délices de la dialectique marxiste-léniniste et à la guérilla.

Quatre jours après la chute de Kinshasa, Pékin reconnaît le nouveau régime.

pays, dès que possible. »

C'est un formidable retour de l'Histoire sur elle-même : Laurent-Désiré Kabila n'a-t-il pas fait ses premières armes aux côtés de conseillers chinois ? Il est vrai que la Chine de Jiang Zemin n'est plus celle de Mao Zedong, et que le

Leur livre de chevet : *De la guerre prolongée*, de Mao Zedong. Un homme, à Pékin, est chargé de suivre le dossier : Qiao Shi, le jeune secrétaire du Comité de solidarité afro-asiatique, l'un des principaux stratèges de la pénétration chinoise en Afrique.

De nombreux spécialistes de l'action clandestine sont envoyés sur le terrain. Parmi eux, Gao Liang (son nom, en chinois, signifie « sorgho »), originaire de Shanghai, comme Qiao Shi. Officiellement correspondant de l'Agence Chine nouvelle, Gao était évidemment l'un des chefs régionaux du Zhong Diaochabu, le service de renseignement de la direction du Parti communiste chinois. Mais il était plus que cela. Savimbi, qui l'a bien connu, affirme qu'il se présentait comme un « émissaire personnel de Mao ». Son champ d'action s'étendait du Ghana au Burundi.

Gao Liang propose alors à Qiao Shi une stratégie originale, qui laisse aujourd'hui rêveur compte tenu des derniers événements. Son idée ? Regrouper les réfugiés tutsis du Rwanda, d'Ouganda et du Congo installés à Bujumbura et à Brazzaville derrière la bannière du Comité national de libération du Congo et de la guérilla de Pierre Mulele. L'épopée de ce dernier est bien connue : elle se termine – mal – au milieu des années soixante. De son côté, le groupe de Kabila se sédentarise dans un massif montagneux proche du lac Tanganyika. S'il ne combat plus vraiment, il poursuit l'organisation des paysans locaux selon les méthodes chinoises.

La fin des maquis Mulele est exactement contemporaine du déclenchement



Gaston Sémialot et Laurent-Désiré Kabila (debout à g.) à Albertville, en juillet.

de la Révolution culturelle en Chine. Curieux paradoxe. Alors que les Gardes rouges vocifèrent leur soutien à la révolution en Afrique, la diplomatie et les services spéciaux chinois, minés par les luttes de factions, sont tétanisés. D'un bureau à l'autre, on s'invective à coups de citations du président Mao, quand on ne s'entre-tue pas. Comme de nombreux cadres, Qiao Shi disparaît de la circulation : envoyé à la campagne, il est soumis à une intense cure de « rééducation par le travail ». Il faudra attendre les années soixante-dix pour le voir réapparaître comme numéro deux du puissant Département des liaisons internationales (DLI, ou Lianluobu), chargé des relations avec les partis étran-

gers et des opérations spéciales.

Au début de cette décennie, la diplomatie chinoise change de cap. Pékin s'allie avec Washington pour contrer le « social-impérialisme soviétique », en Afrique et ailleurs. En 1971, tandis que le Congo est rebaptisé Zaïre, Gong Dafei, un diplomate spécialiste de l'Afrique, amorce un rapprochement avec Mobutu. Une ambassade de la RPC s'ouvre à Kinshasa. En 1973, c'est la grande réconciliation. Mobutu se rend à Pékin. L'Agence France presse prête à Mao Zedong cette phrase sans ambiguïté : « Nous avons perdu trop de temps et d'argent à tenter de renverser le président zaïrois. » Le ménage à trois avec les Américains se met en place. Il s'illustre bientôt par son soutien aux mouvements de guérilla hostiles au gouvernement angolais, dirigé par le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) d'Agostinho Neto. Pour leur part,

les Chinois choisissent le Front national pour la libération de l'Angola (FNLA) de Holden Roberto. A partir de 1975, un spécialiste du DLI, Tang Mingzhao, coordonne la stratégie anti-soviétique. Cent vingt conseillers militaires entraînent les Angolais dans leur base zaïroise. L'UNITA reçoit, à son tour, une aide substantielle : 400 t d'armes.

Pendant ce temps, Kabila poursuit son action. En 1977, son groupe s'unit au Front national de libération du Congo (FNLC), qu'on dit soutenu par les Allemands de l'Est, et déclenche une première offensive au Shaba, la province natale du chef. La seconde, en 1978, est stoppée par les légionnaires français à Kolwezi. Les Chinois maintiennent

LE SYSTÈME DE COMMUNICATION PAR SATELLITE LE PLUS PETIT ET LE PLUS LÉGER DU MONDE.



WORLD PHONE...

et le monde à portée de main.

Le WorldPhone, aux dimensions d'un ordinateur portable pèse moins de 2 Kg. Parfaitement autonome, il ne nécessite ni installation, ni source d'énergie extérieure. Sa couverture mondiale permet de téléphoner, d'émettre ou de recevoir des télécopies, de se connecter au réseau Internet et de transmettre des données, pour un prix inférieur à 30 000 F HT/HDD.

Coût des communications réduit.



« Kabila a été tour à tour pro-chinois, pro-cubain, pro tout ce que vous voulez. »

leur soutien à Mobutu. Le chef de l'Etat zairois le reconnaîtra, au cours de son troisième voyage à Pékin, en 1980 : « Dans le domaine militaire, cette coopération s'est révélée salutaire lors des "événements" du Sud Shaba. Par ailleurs, à Kisangani, des instructeurs chinois assurent la formation d'unités de commandos » (interview au *Quotidien de Paris*, 20 mars 1980). En réalité, la RPC s'est montrée beaucoup plus généreuse que Mobutu veut bien le reconnaître : depuis 1978, elle a aidé à réorganiser l'armée, envoyé des conseillers navals, formé deux bataillons blindés pourvus de vingt chars T-62 chinois...

Et Kabila dans tout ça ? Le soutien que la Chine de Deng Xiaoping apporte à Mobutu lui fait-il regretter son engouement passé ? A-t-il, du coup, renoncé à toute action politique ? « Absolument pas, nous a confié Ludo Martens, biographe belge de Pierre Mulele. Il continue de considérer que son action s'inspire des acquis de la révolution chinoise et des actions menées naguère avec son ami Mulele.* »

C'est indiscutable au moins jusque dans les années quatre-vingt. La preuve : le 2 novembre 1979, Kabila se rend discrètement à Bruxelles, où il assiste à la fondation du Parti du travail de Belgique (PTB), une petite formation marxiste-léniniste avec laquelle il n'a, semble-t-il, jamais rompu. Le PTB, dont le journal, *Solidaire*, titrait récemment « Vive Kabila ! Vive le Congo libre ! » a d'ailleurs envoyé des émissaires dans la nouvelle République démocratique du Congo. « Le peuple congolais, commentent les "maoïstes" belges, a obtenu une grande victoire, mais cette victoire est une plante encore frêle. Les masses populaires ont la haine de l'ancien régime, mais elles ne sont ni politisées ni organisées. Est-ce que l'Alliance sera capable de forger une unité idéologique et politique solide entre ses

membres, venus d'horizons si divers ? »

Pour de nombreux observateurs, cette diversité constitue justement la force de l'Alliance. Elle reflète aussi l'itinéraire zigzagant de Kabila. « Je l'ai connu dans l'entourage de Moïse Tschombé. Il a été tour à tour pro-chinois, pro-cubain, pro tout ce que vous voulez... Qu'importe pour lui, pourvu qu'il arrive à ses fins. De toute façon, les Chinois ont toujours deux fers au feu. N'oubliez pas qu'ils furent très proches, par exemple, du Tanzanien Julius Nyerere, qui soutient aujourd'hui Kabila. Ce dernier a

d'ailleurs en poche un passeport tanzanien », nous confiait récemment André Moyen, l'ancien patron du réseau de renseignement belge « Crocodile », très actif au Congo dans les années soixante.

Diverses sources diplomatiques confirment que, depuis plusieurs mois, des représentants du DLI, aujourd'hui dirigé par Mme Li Shuzheng – une ancienne élève de Qiao Shi –, ont pris langue avec des représentants de l'AFDL en Tanzanie et en Ouganda. Rien de plus logique, même s'ils

n'en ont rien laissé paraître aux diplomates officiels. Le DLI a toujours été chargé de la diplomatie parallèle...

Aujourd'hui, Gao Liang, l'homme qui a inventé la théorie de la révolution tutsie, semble avoir pris une retraite bien méritée. Depuis 1991, il se contenterait d'assurer la vice-présidence de la Société chinoise pour l'étude de l'amitié entre les peuples. Mais il a dû rire, en son for intérieur, en regardant, à la télévision, son ami d'antan au pouvoir à Kinshasa.

Désormais, rien n'empêche les anciens maoïstes de Chine et du Congo de se réconcilier. Et d'y trouver de nombreux avantages, économiques notamment. ■

* Ludo Martens est l'auteur de *Pierre Mulele, ou la seconde vie de Patrice Lumumba*. (EPO, Anvers, 1995)



Qiao Shi fut, dans les années soixante, le grand artisan de la pénétration chinoise en Afrique.